

Brochure n° 3198

Convention collective nationale

IDCC : 29. – **ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'HOSPITALISATION,
DE SOINS, DE CURE ET DE GARDE À BUT NON LUCRATIF**

AVENANT N° 2009-03 DU 3 AVRIL 2009

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA

NOR : *ASET0951187M*

IDCC : 29

Entre :

La FEHAP,

D'une part, et

La FSPSS CGT-FO ;

La FSS CFTC ;

La FFSAS CFE-CGC ;

La FSS CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est créé un nouvel article 08.02 intitulé « Salaire minimum conventionnel » :

« Un salaire minimum conventionnel est garanti à l'ensemble des personnels relevant de la convention collective nationale du 31 octobre 1951. Ce salaire minimum conventionnel est déterminé en prenant en considération l'ensemble des éléments de rémunération perçus par le salarié en contrepartie ou à l'occasion du travail au sens des dispositions légales et jurisprudentielles.

Le salaire minimum conventionnel déterminé comme indiqué ci-dessus ne peut être inférieur au SMIC, étant précisé que la prime d'ancienneté n'est pas prise en compte dans cette appréciation.

La détermination de ce salaire minimum conventionnel ainsi que son incidence sur les différents éléments de rémunération sont précisées en annexe au présent avenant. »

L'annexe visée à l'article 08.02 est intégrée dans la partie recueil de textes de la convention collective nationale du 31 octobre 1951 dans les termes suivants :

« Détermination du salaire minimum conventionnel et incidences de ce salaire sur les différents éléments de rémunération

A compter du 1^{er} janvier 2009, conformément à l'article 08.02 de la convention collective nationale du 31 octobre 1951 les éléments de rémunération du salaire minimum conventionnel dont il convient de tenir compte dans le comparatif avec le SMIC sont les suivants :

- coefficient de référence (art. 08.01.1) ;
- compléments de rémunération (métier, diplôme, encadrement) (art. 08.01.1) ;
- avantages en nature ;
- indemnité différentielle (avenant relatif à la rénovation) (art. 9 de l'avenant n° 2002-02 du 25 mars 2002 portant rénovation de la CCN51) ;
- indemnité différentielle de remplacement (art. 08.03.2) ;
- points ou indemnités supplémentaires dès lors que leur attribution n'est pas liée à des sujétions (art. 08.03.1) ;
- prime de vie chère (accords collectifs "Vie chère" Guadeloupe, Martinique, Guyane) ;
- valeur du point majorée de 20 % à l'île de la Réunion (accord SAPRESS) ;
- indemnité compensatrice de jour férié acquise en cas de jour férié ayant coïncidé avec un jour de travail (art. 11.01).

A compter du 1^{er} janvier 2009, conformément à l'article 08.02 de la convention collective nationale du 31 octobre 1951, les éléments de rémunération du salaire minimum conventionnel dont il n'y a pas lieu de tenir compte dans le comparatif avec le SMIC sont les suivants :

- indemnités pour travail de nuit, dimanches et jours fériés (art. A3.2 et A3.3) ;
- primes d'internat (5 % et 3 %) et prime pour contraintes conventionnelles particulières (art. A3.4.2 et A3.4.3) ;
- prime décentralisée ;
- remboursements de frais ;
- heures supplémentaires, heures complémentaires, gardes et astreintes ;
- indemnité de carrière (art. 8 de l'avenant n° 2002-02 du 25 mars 2002 portant rénovation de la CCN51) ;
- points ou indemnités supplémentaires dès lors que leur attribution est liée à des sujétions (art. 08.03.1) ;
- ancienneté (art. 08.01.1) ;
- indemnité compensatrice de jour férié acquise en cas de jour férié ayant coïncidé avec un jour de repos (art. 11.01) ;
- primes fonctionnelles (art. 08.01.1).

L'indemnité permettant d'assurer aux salariés le salaire minimum conventionnel visé ci-dessus entre dans l'assiette de calcul des heures supplémentaires, des astreintes, des heures complémentaires et de la prime décentralisée. »

Article 2

A l'article 08.01.1, au deuxième tiret, après l'alinéa relatif au coefficient de base conventionnel, il est inséré un tiret supplémentaire rédigé comme suit :

- « – les éléments ci-dessus peuvent éventuellement être complétés par l'indemnité permettant de garantir le salaire minimum conventionnel visé à l'article 08.02 ».

A ce même article, les autres tirets sont dénumérotés en conséquence et le nouveau cinquième tiret est rédigé comme suit :

- « – à ce salaire de base majoré éventuellement de l'indemnité permettant de garantir le salaire minimum conventionnel visé à l'article 08.02, est appliquée une prime d'ancienneté de 1 % par année de services effectifs dans la limite de 30 % ».

Article 3

Les anciens articles 08.02, 08.02.1, 08.02.1.1, 08.02.1.1.1, 08.02.1.1.2, 08.02.1.2, 08.02.2, 08.03, 08.03.1, 08.03.2, 08.03.3 et 08.04 deviennent respectivement les articles 08.03, 08.03.1, 08.03.1.1, 08.03.1.1.1, 08.03.1.1.2, 08.03.1.2, 08.03.2, 08.04, 08.04.1, 08.04.2, 08.04.3 et 08.05.

Article 4

Aux articles A3.4.2.1, A3.4.2.2 et A3.3.4.3, après les termes « salaire de base » sont ajoutés les termes « éventuellement complété par l'indemnité permettant de garantir le salaire minimum conventionnel visé à l'article 08.02, ».

Article 5

La date d'application du présent avenant est fixée au 1^{er} janvier 2009.

Il est expressément convenu que l'entrée en vigueur du présent avenant est suspendue à l'obtention de son agrément ministériel, conformément aux dispositions prévues par l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

Les partenaires sociaux considèrent, par souci de cohérence et d'unicité du statut collectif, notamment pour les entreprises gestionnaires d'établissements relevant pour certains du secteur social et médico-social et pour d'autres du secteur sanitaire, que cette condition suspensive s'appliquera à toutes les entreprises et tous les établissements appliquant la convention collective du 31 octobre 1951, indépendamment du secteur d'activité concerné.

Il n'apparaît, en effet, pas envisageable aux partenaires sociaux de permettre qu'un même accord puisse s'appliquer dans les différentes entreprises et établissements relevant de la même convention collective de manière différée ou décalée dans le temps, voire ne s'appliquer que dans certaines entreprises ou dans certains établissements en cas de refus définitif d'agrément.

L'obtention de l'agrément est donc une condition substantielle de son entrée en vigueur pour toutes les entreprises et établissements appliquant la convention collective nationale du 31 octobre 1951.

Fait à Paris, le 3 avril 2009.

(Suivent les signatures.)